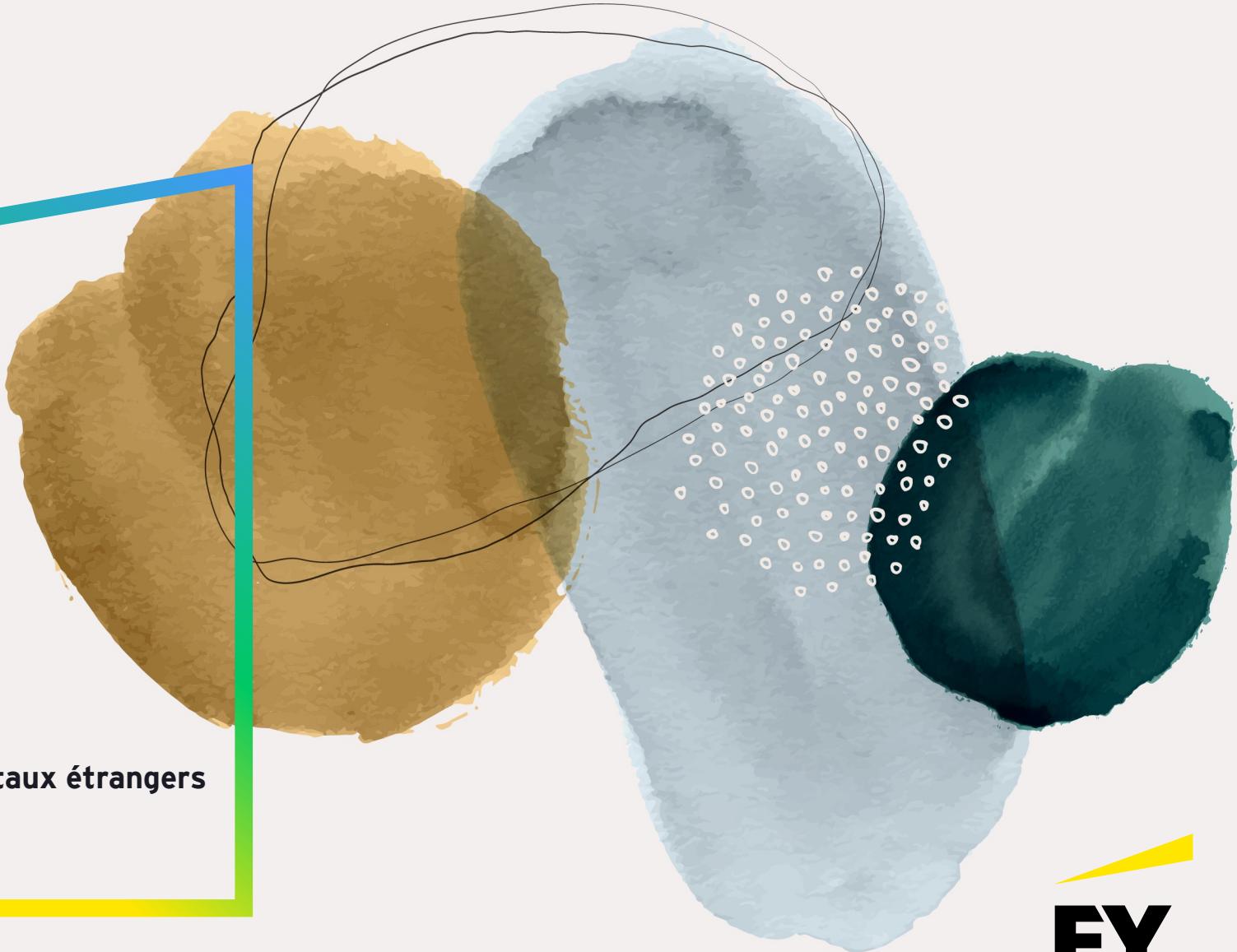


Baromètre EY de l'Attractivité de la France

Édition spéciale

Enquête réalisée en octobre 2024
auprès de 200 dirigeants d'entreprises à capitaux étrangers



The better the question. The better the answer. The better the world works.



Shape the future
with confidence



Sommaire



SYNTHÈSE

1 Méthode

2 Impact de la situation actuelle sur l'attractivité de la France en 2024

3 Perspectives d'investissement en 2025

4 Priorités et attentes des dirigeants à moyen terme

De l'impact de la situation actuelle sur l'attractivité de la France en 2024...

1

La dissolution de l'Assemblée nationale et la situation politique ont un impact sur les investissements étrangers en 2024, dont l'ampleur pourra être évaluée à l'issue du débat budgétaire.

- 50% des dirigeants interrogés en octobre 2024 estiment que l'attractivité de la France s'est dégradée depuis le mois de juin 2024.
- En conséquence, 49% des investisseurs étrangers auraient réduit leurs projets d'investissement en France.
- Notre enquête indique néanmoins qu'aucune entreprise étrangère n'a annulé ses investissements dans l'Hexagone.
- Il est évidemment trop tôt pour évaluer l'impact réel sur les montants investis en 2024, qui sont conditionnés à l'issue du débat budgétaire, à la situation économique et au contexte international.

2

Pour expliquer cette réduction de voilure, les investisseurs évoquent plusieurs motifs immédiats.

- En premier lieu, les incertitudes législatives et réglementaires (59% de taux d'inquiétude) et la difficulté de bâtir des *business plans*.
- Le ralentissement des réformes, pour 47% d'entre eux (simplification administrative, retraites, réindustrialisation, etc.) et une remise en question des décisions publiques dans des secteurs clés (40%).
- Puis viennent des préoccupations sur la situation budgétaire et économique du pays et le coût du travail (entre 20 et 30%).

3

Les investisseurs internationaux invitent à préserver les fondamentaux de la France.

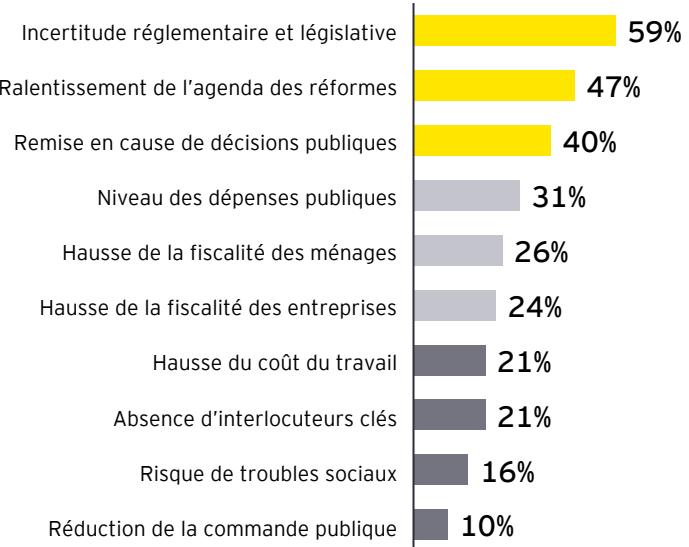
- La qualité et la disponibilité des compétences (37%), ce qui questionne la capacité de la France à financer, de façon durable, son modèle d'éducation publique et d'apprentissage, et donc son capital humain.
- La capacité d'innovation et de recherche (29%), qui s'est construite en partie grâce au Crédit Impôt Recherche (CIR), dont l'avenir est régulièrement interrogé.
- La fiabilité et la couverture des infrastructures (25%), fortement dépendantes de la faculté des grands opérateurs publics, des collectivités et de l'État à investir à long-terme.

Les dirigeants soulignent également **quatre enjeux de long-terme** (l'innovation, l'énergie, le soutien aux PME et la réindustrialisation), qui indiquent le souhait d'une continuité du cap économique des dernières années.

Chiffres clés

49% des investissements réduits ou reportés à la suite de la dissolution

Pourquoi avoir réduit ou reporté des projets ?



Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)

... aux perspectives d'investissement 2025-2027...

4 Les dirigeants comptent toujours sur la France, notamment pour l'investissement dans l'innovation et les services, mais sont plus réservés sur l'implantation d'usines et de sièges.

- Interrogés sur le sort des investissements non réalisés en 2024, 84% des dirigeants indiquent avoir reporté leurs décisions à 2025, au moins.
- D'ici 2027, plus de 60% prévoient de développer des activités de R&D ou de services en France.
- Dans l'hypothèse d'implantation ou d'extension d'usines, ces intentions à 3 ans sont inférieures (49%).
- Et à peine 15% des dirigeants étrangers envisagent de développer des centres de décision en France.

5 Le Royaume-Uni pourrait être le premier bénéficiaire de cette « panne française », dans un contexte où l'Europe est menacée par le protectionnisme américain et les ambitions chinoises.

- 42% des dirigeants jugent que, depuis 6 mois, le Royaume-Uni a gagné en attractivité par rapport à la France (vs. 29% qui pensent le contraire), en dépit de ses propres évolutions politiques et de l'augmentation de la pression fiscale.
- L'Allemagne est, quant à elle, évaluée plus négativement que la France.
- Interrogés dans la foulée du rapport Draghi, dans un contexte où la réaction de l'Europe est très attendue afin de résister ensemble au protectionnisme américain et aux ambitions chinoises, 64% des dirigeants portent un regard encourageant, mais vigilant sur le potentiel du Vieux Continent.

6 Après une période de constance qui avait retissé la confiance, la France doit se montrer sensible aux critiques revenues sur sa stabilité, sa fiscalité, le coût de sa main-d'œuvre et, plus étonnant, son ambition écologique.

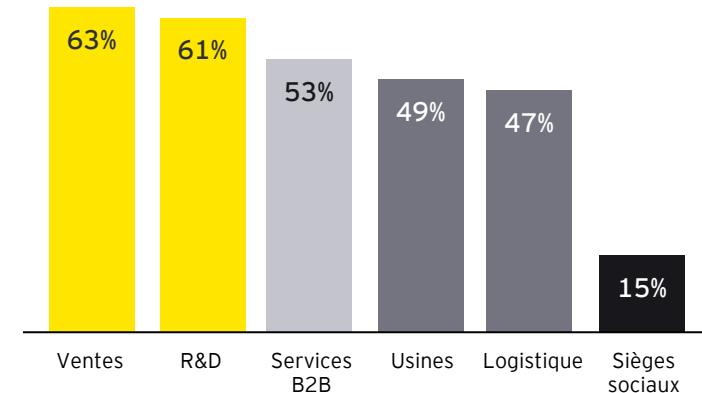
- Seulement 12% des dirigeants estiment que l'approche politique en matière de changement climatique et de durabilité est un atout différenciant de l'attractivité de la France.
- Notons d'ailleurs que les intentions d'investissement dans la décarbonation sont moins nettes que dans le champ de l'innovation (53% vs. 72%).
- Les investisseurs interrogés formulent également de vifs reproches à l'égard de la stabilité politique (seulement 14% la mentionnent comme un « atout ») et du coût du travail (13%).

Chiffres clés

84% des décisions d'investissement révisées en 2024 sont reportées à 2025 au moins

42% des dirigeants estiment que l'attractivité du Royaume-Uni s'est améliorée par rapport à celle de la France

Intentions d'implantation à 3 ans



Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)

... et aux 5 conditions évoquées par les dirigeants internationaux pour le développement de leurs investissements en France



AXE 1 - Prolonger l'effort de compétitivité et de visibilité engagé depuis 10 ans

- Maintenir les marqueurs de notre **compétitivité fiscale** qui ont nourri l'augmentation des investissements en France (Crédit Impôt Recherche, taux d'IS à 25 %, baisse des impôts de production, etc.)
- Limiter l'aménagement d'un certain nombre de dispositifs fiscaux ou réglementaires à l'élimination de mesures anti-abus ou d'**ajustements ponctuels** (exonération de charges patronales, régime Dutreil, régime des impatriés, CIR, IS, etc.)
- Moderniser et adapter le cadre juridique, fiscal et comptable français afin de réviser notre attractivité pour les **sièges sociaux**, les **entreprises technologiques** et l'**industrie financière**

AXE 2 - Réduire la dépense publique, à tous les niveaux

- Conditionner toute augmentation des prélèvements obligatoires à une **optimisation de la dépense publique** fondée sur la maîtrise, la priorisation, la rationalisation et l'évaluation
- Mettre en place, sans compromettre la croissance, l'emploi et l'innovation, un plan de **réduction tous azimuts de la dépense publique**, associant l'État et ses opérateurs, mais aussi les collectivités territoriales et les administrations de sécurité sociale
- Confirmer l'accélération des délais et la **simplification** des procédures d'autorisation d'implantation de sites industriels et la mise à disposition de foncier économique

AXE 3 - Continuer la réindustrialisation et encourager l'investissement

- Déployer les **réformes structurelles** préparées, telles que le Projet de Loi de Simplification et le Projet de Loi Industrie Verte II, réformes cruciales pour simplifier les démarches administratives, soutenir la transition écologique de l'industrie et adapter les dispositifs sociaux aux nouvelles réalités du marché du travail
- Soutenir les analyses et prescriptions du **Rapport Draghi** au regard des besoins conjoints de la France et de l'Europe (Union des Marchés de Capitaux, coopérations industrielles,

scientifiques et académiques, harmonisation des politiques européennes pour éviter les surtranspositions réglementaires, souveraineté de certaines industries stratégiques, etc.)

- Rassurer les entreprises sur les moyens et la mobilisation du plan **France 2030**, afin de stimuler l'investissement dans les grandes filières stratégiques (mobilité, énergie, santé, alimentation, etc.)

AXE 4 - Déployer plus clairement la décarbonation et la transition écologique

- Simplifier les processus d'appui et de cofinancement de la **décarbonation industrielle**, pour l'aligner sur les principes de *l'Inflation Reduction Act* des États-Unis (simplicité des conditionnalités, financement en subventions et crédit d'impôt, etc.)
- Garantir la **visibilité** aux investisseurs dans le domaine de la décarbonation (ex: relance appels à projets, réglementation et fiscalité industrie verte, élimination de la surtransposition réglementaire, etc.)...
- ... et de la **transition énergétique** (ex : clarification du dispositif *MaPrimeRenov*, taxation des énergies fossiles, modalités de financement et de commande des nouveaux EPR2, etc.)

AXE 5 - Miser sur nos compétences critiques et sur l'innovation

- Renforcer l'accompagnement des **PME** et des **ETI** dans leur transformation numérique afin d'optimiser leur offre, améliorer leur compétitivité, moderniser leur appareil de production et se positionner sur le développement de l'IA pour gagner en productivité
- Rester aux avant-postes de **l'innovation** en musclant la recherche et la création d'entreprises innovantes (CIR, JEI, etc.) tout en facilitant le financement pour soutenir l'innovation de rupture (élargir les incitations pour les *business angels*, faciliter le co-investissement dans des projets d'envergure, etc.)
- Renforcer significativement les moyens et associer les partenaires sociaux à la modernisation de la formation et de l'apprentissage, notamment dans les **compétences numériques** nécessaires aux besoins massifs des entreprises

Sources : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024), AmCham, Medef, Rapport Draghi, Conférence des Dirigeants



Sommaire

0 Synthèse

1 MÉTHODE

2 Impact de la situation actuelle
sur l'attractivité de la France en 2024

3 Perspectives d'investissement en 2025

4 Priorités et attentes des dirigeants à moyen terme

Pourquoi l'attractivité de la France et l'investissement étranger sont-ils essentiels pour notre économie ?

- ▶ Les entreprises à capitaux étrangers sont un des grands moteurs de notre économie et de celle de nos territoires.
- ▶ En France, selon l'INSEE, 17 500 entreprises sont sous contrôle étranger (0,04% des entreprises en France) et emploient 2,2 millions de personnes, soit 13% de l'emploi salarié.
- ▶ Ces entreprises contribuent à 16% du PIB, mais surtout génèrent 22% de la R&D privée et 35% des exportations industrielles de la France.
- ▶ En 2023, elles ont été responsables de 400 investissements industriels, dont environ 40% dans des villes moyennes.
- ▶ Depuis plus de 20 ans, EY observe les flux et les mécanismes d'implantations internationales afin d'accompagner ses clients dans leurs projets de localisation et contribuer à l'élaboration des réformes qui encouragent l'investissement international.
- ▶ En juin, EY publiait le second épisode du Baromètre de l'Attractivité de la France. Enseignement majeur, l'Hexagone, pays le plus attractif d'Europe depuis 2019, continuait d'attirer des investissements étrangers. Les annonces faites lors du Sommet Choose France quelques semaines auparavant confirmaient cette position de force.

2024



2023



2022



2021



Quelles sont aujourd'hui et quelles seront demain les conséquences du contexte politique actuel et de la situation budgétaire sur l'investissement étranger en France ?

Depuis cette date et à l'aune des changements profonds de gouvernance politique et des incertitudes qui en découlent, des questions sur l'attractivité de la France nous sont régulièrement posées par les entreprises, les acteurs publics et les médias :

- ▶ L'attractivité de la France s'est-elle dégradée ?
- ▶ Quel sera l'impact de la situation économique et politique de la France sur l'investissement en 2024 ?
- ▶ Depuis juin, les entreprises étrangères ont-elles annulé, réduit, maintenu ou renforcé leurs implantations en France ?
- ▶ Que pèse le contexte international dans cette analyse ?
- ▶ Quelles sont leurs priorités à court, moyen et long terme ?
- ▶ Sur quelle base la France et l'Europe peuvent-elles construire l'avenir ?

Dans ce moment charnière, nous avons décidé d'interroger, en octobre 2024, un panel de 200 dirigeants d'entreprises à capitaux étrangers.

Comparées aux résultats du Baromètre EY de mai 2024, les réponses nous éclairent sur l'impact de la situation politique et économique, ainsi que sur l'évolution possible de notre attractivité et de celle de l'Europe.



Cette édition spéciale du Baromètre de l'Attractivité s'appuie sur une enquête auprès de 200 dirigeants, panel similaire à celui réuni au printemps 2024

- ▶ La perception et les attentes des décideurs internationaux ont été recueillies au travers d'une enquête en ligne auprès de 200 décideurs internationaux du 3 au 21 octobre 2024.
- ▶ Les dirigeants impliqués dans les décisions d'investissements étrangers ont été interrogés dans 25 pays.
- ▶ La structure de l'échantillon est identique à nos dernières enquêtes sur l'attractivité de la France.
- ▶ Elle est représentative des investissements internationaux, qu'il s'agisse de leur origine géographique (en grande partie issue de l'Union européenne) ou de leur origine sectorielle.

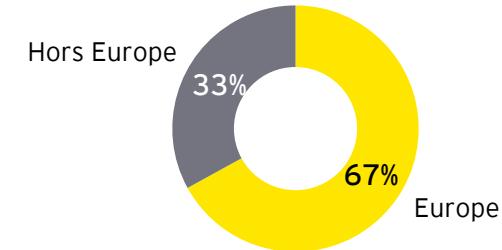
Par taille d'entreprise

Ensemble des répondants

 <150M€ de CA
 Entre 150M€ et 1,5Md€ de CA
 >1,5Md€ de CA

Répartition des dirigeants interrogés

Selon la localisation du siège social de l'entreprise mère



Par secteur d'activité

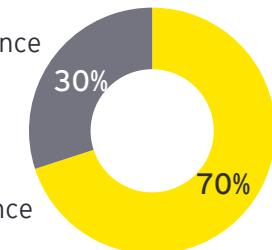
Ensemble des répondants

 Services financiers et aux entreprises
 Industrie
 Technologie
 Consumer

Selon la présence en France

Non-établies en France

Déjà établies en France



Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)



Sommaire

0 Synthèse

1 Méthode

2 **IMPACT DE LA SITUATION ACTUELLE
SUR L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE EN 2024**

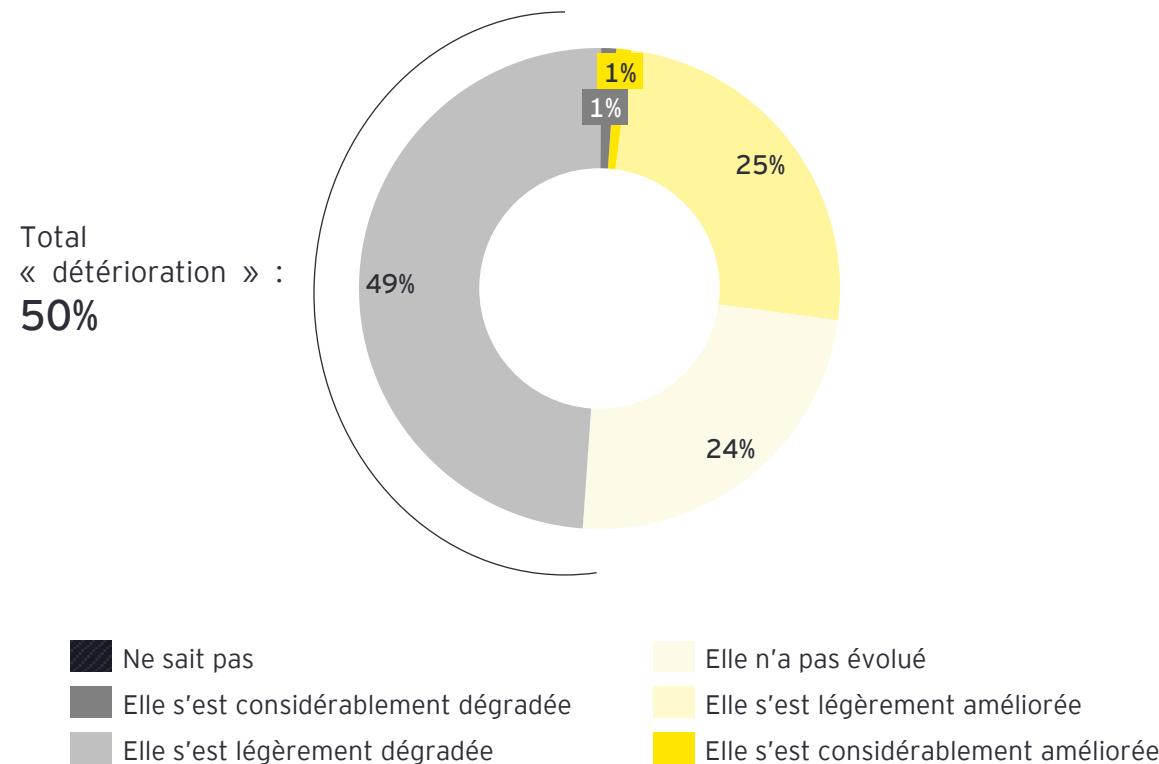
3 Perspectives d'investissement en 2025

4 Priorités et attentes des dirigeants à moyen terme

Interrogés en octobre 2024, 50% des dirigeants estiment que l'attractivité de la France s'est détériorée au cours des six derniers mois...



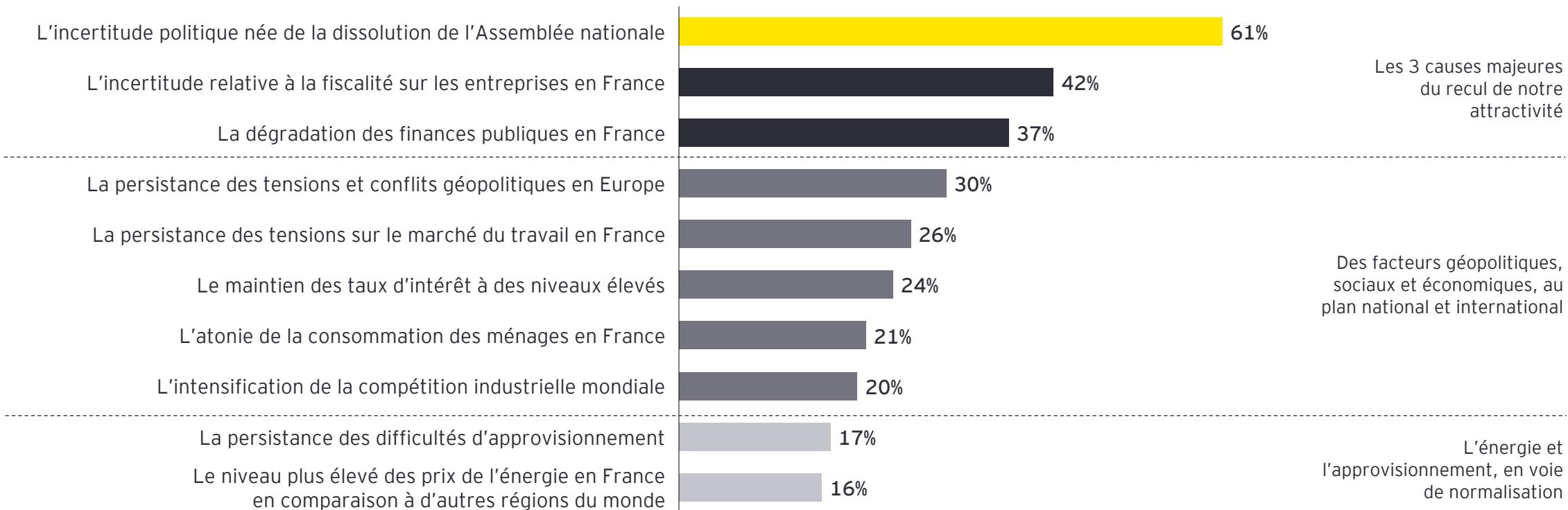
Selon vous, au cours des six derniers mois, comment l'attractivité de la France pour les investissements étrangers a-t-elle évolué ?



Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)

... sur fond d'incertitude politique, fiscale et budgétaire

**Selon vous, l'attractivité de la France s'est dégradée au cours des six derniers mois.
Lesquelles des propositions ci-dessous expliquent le mieux votre choix ?**

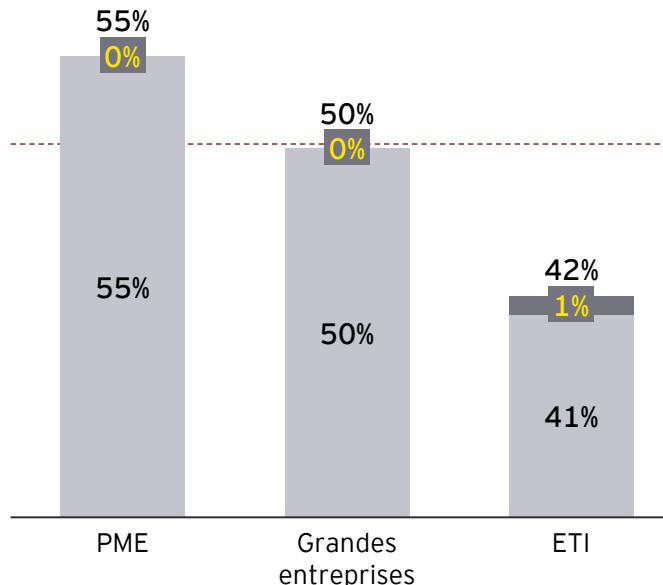
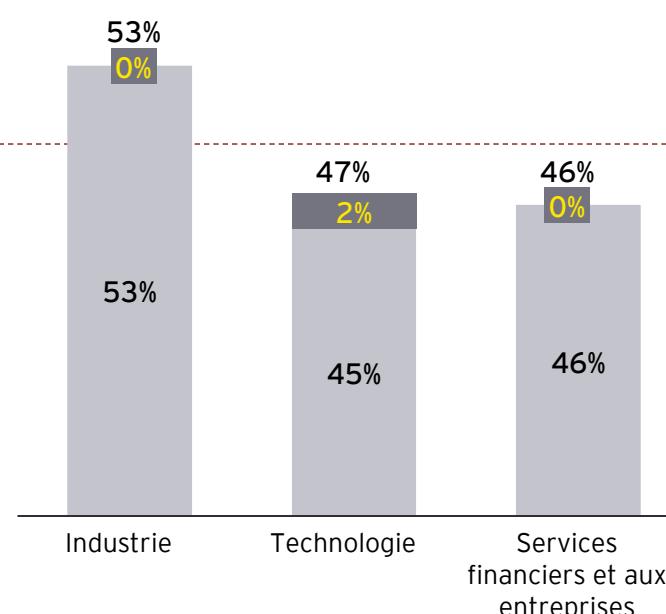
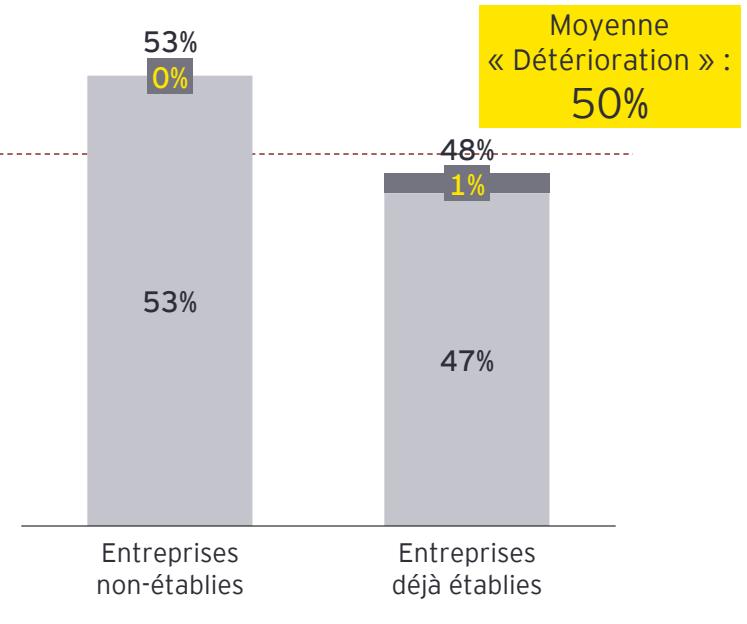


Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)

Cette proportion d'investisseurs préoccupés est plus élevée parmi les PME, les entreprises industrielles et celles qui ne sont pas encore implantées dans l'Hexagone



Selon vous, au cours des six derniers mois, comment l'attractivité de la France pour les investissements étrangers a-t-elle évolué ?
 « Elle s'est considérablement dégradée » ou « Elle s'est légèrement dégradée »

Par taille d'entreprisePar secteur d'activitéSelon la présence ou non en France

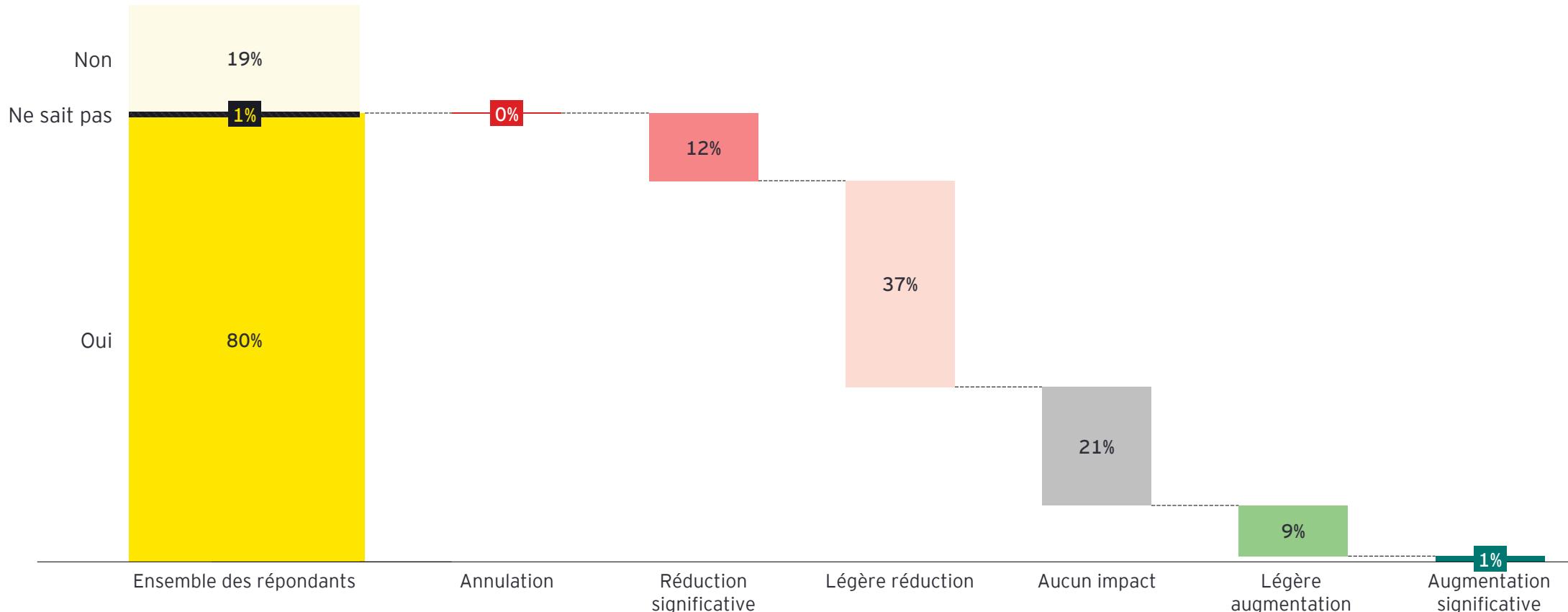
■ Elle s'est considérablement dégradée

■ Elle s'est légèrement dégradée

Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)

En conséquence, depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, 49% des entreprises ont réduit leurs plans d'investissement en France

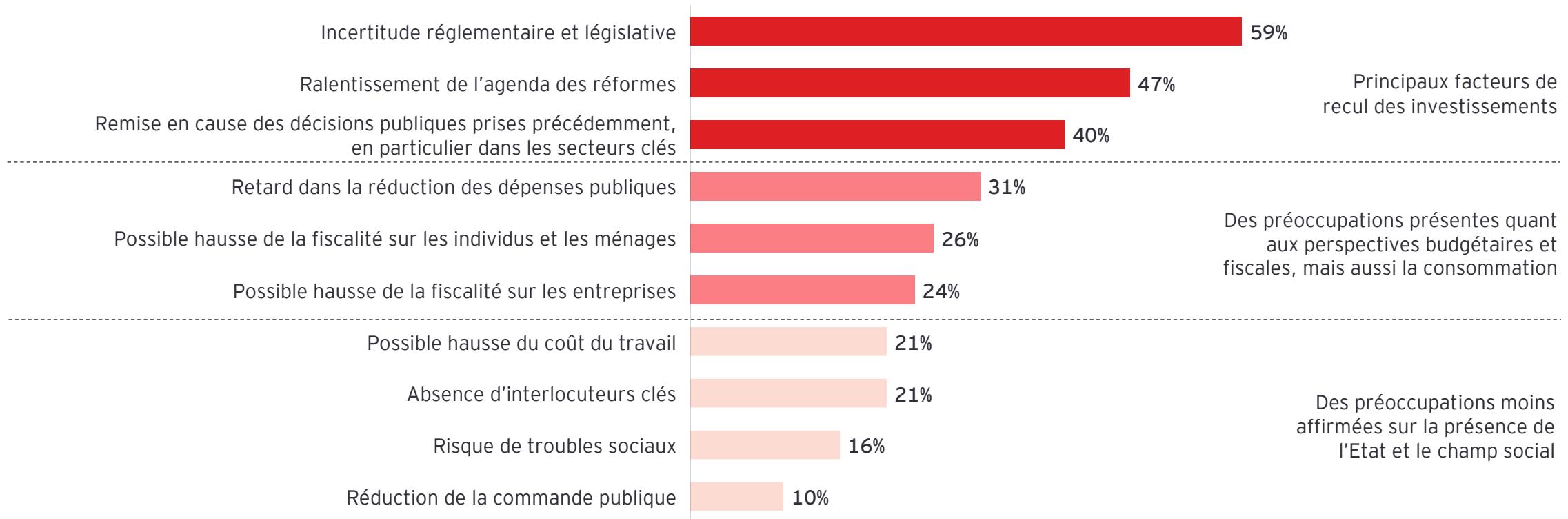
Votre entreprise avait-elle des plans d'investissement en France en 2024 ?



Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)

L'incertitude politique et législative, le ralentissement des réformes et la remise en cause de décisions publiques sont les principaux motifs du recul des investissements

Pour quelles raisons la dissolution de l'Assemblée nationale vous a conduit à abandonner, réduire ou reporter vos investissements en France ?



Source : enquête auprès de 98 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)



Sommaire

0 Synthèse

1 Méthode

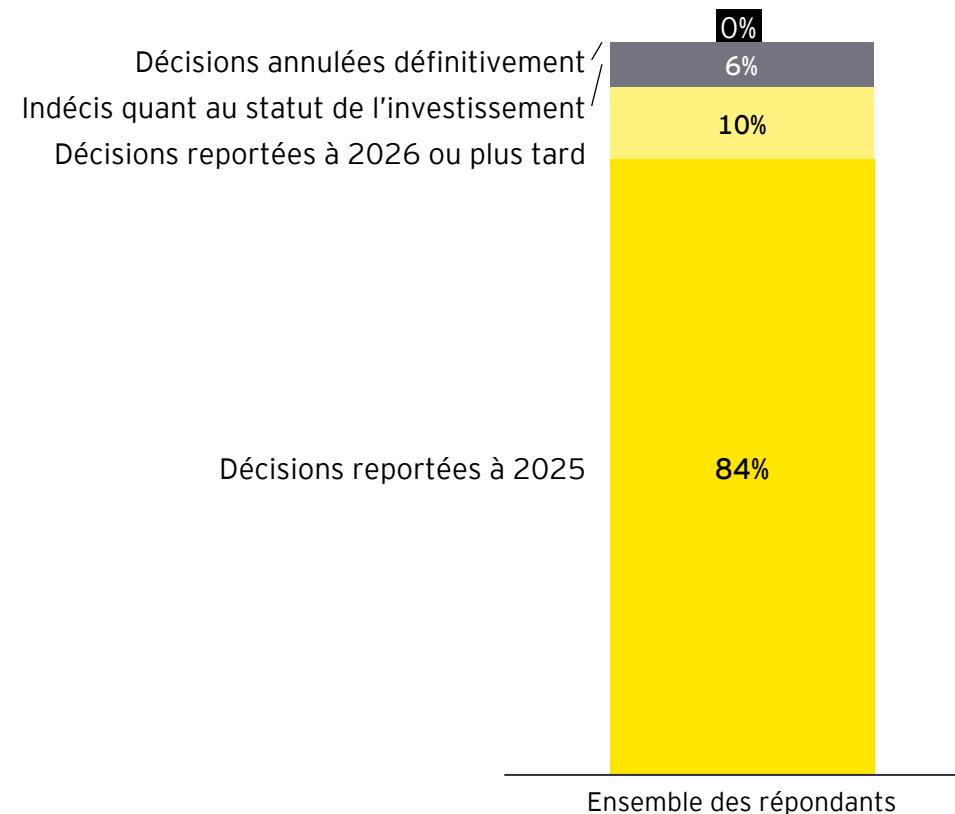
2 Impact de la situation actuelle
sur l'attractivité de la France en 2024

3 **PERSPECTIVES D'INVESTISSEMENT EN 2025**

4 Priorités et attentes des dirigeants à moyen terme

84% des dirigeants nous déclarent que, pour l'instant, leurs décisions d'investissement ont été reportées, au mieux, à 2025

Vous avez précédemment indiqué avoir réduit intégralement ou partiellement vos projets d'investissement en France à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale. Ces décisions d'investissement ont-elles été reportées ou annulées définitivement ?



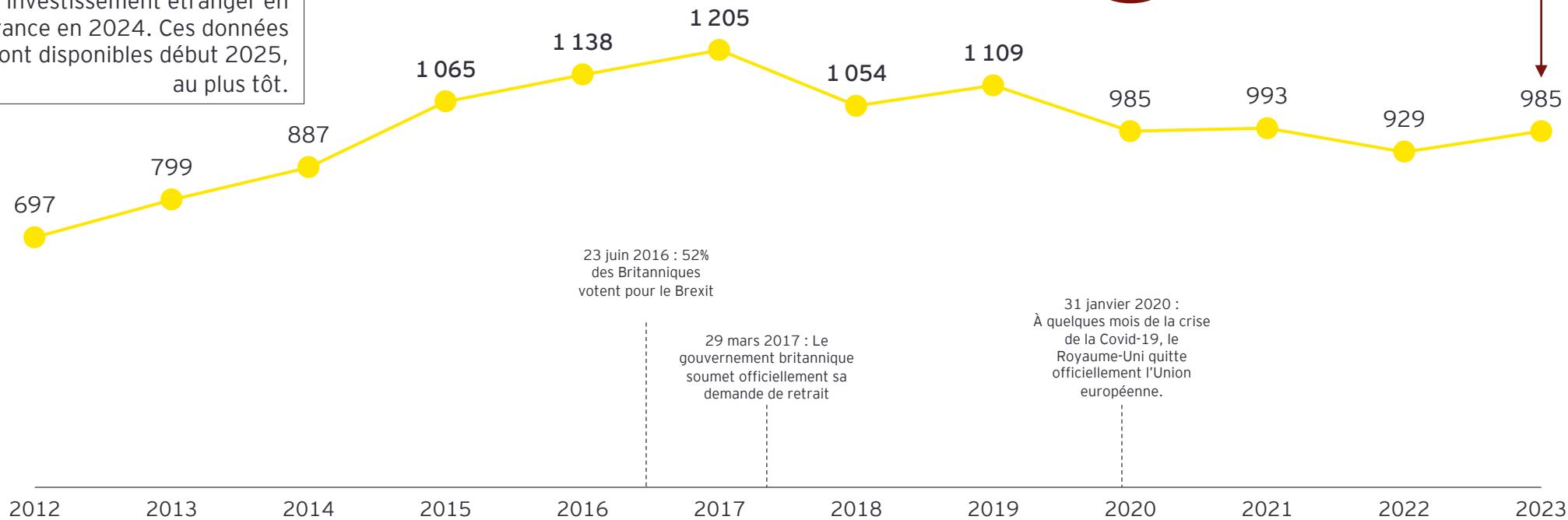
Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)

Le pire est-il à venir ? À titre de comparaison, le nombre de projets d'investissement avait reculé outre-Manche sous l'effet du Brexit



Évolution du nombre de projets d'IDE au Royaume-Uni entre 2012 et 2023

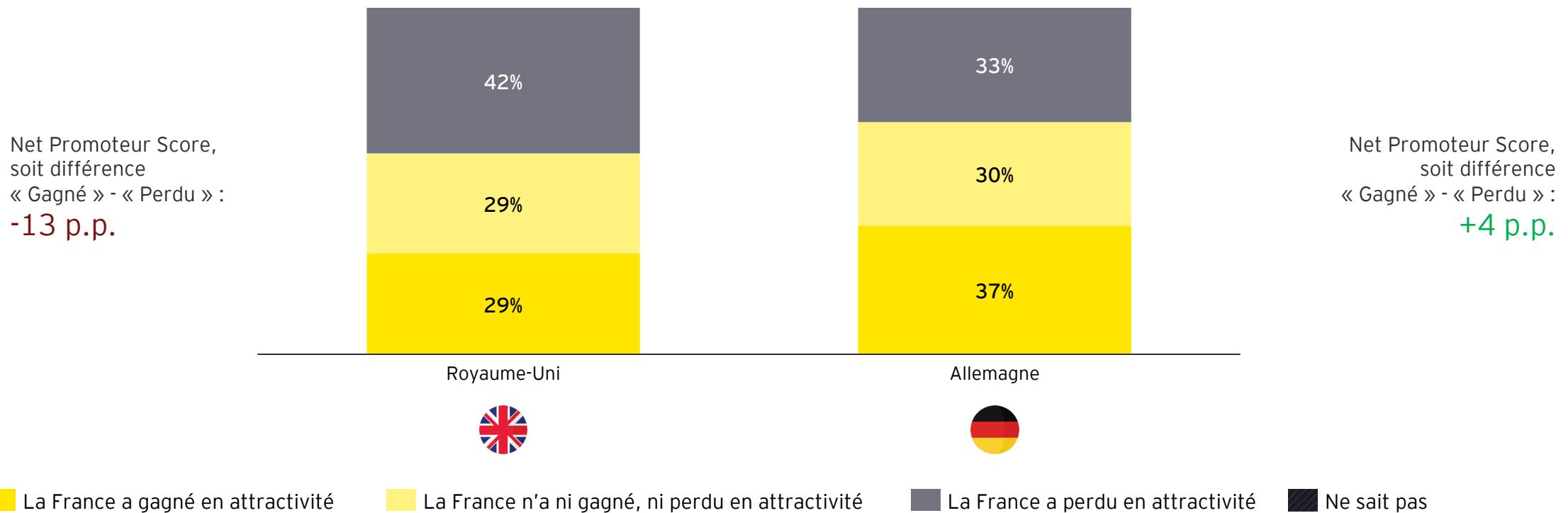
À date, nous ne disposons pas de données tangibles sur l'impact sur l'investissement étranger en France en 2024. Ces données seront disponibles début 2025, au plus tôt.



Source : Baromètre EY de l'Attractivité du Royaume-Uni 2017

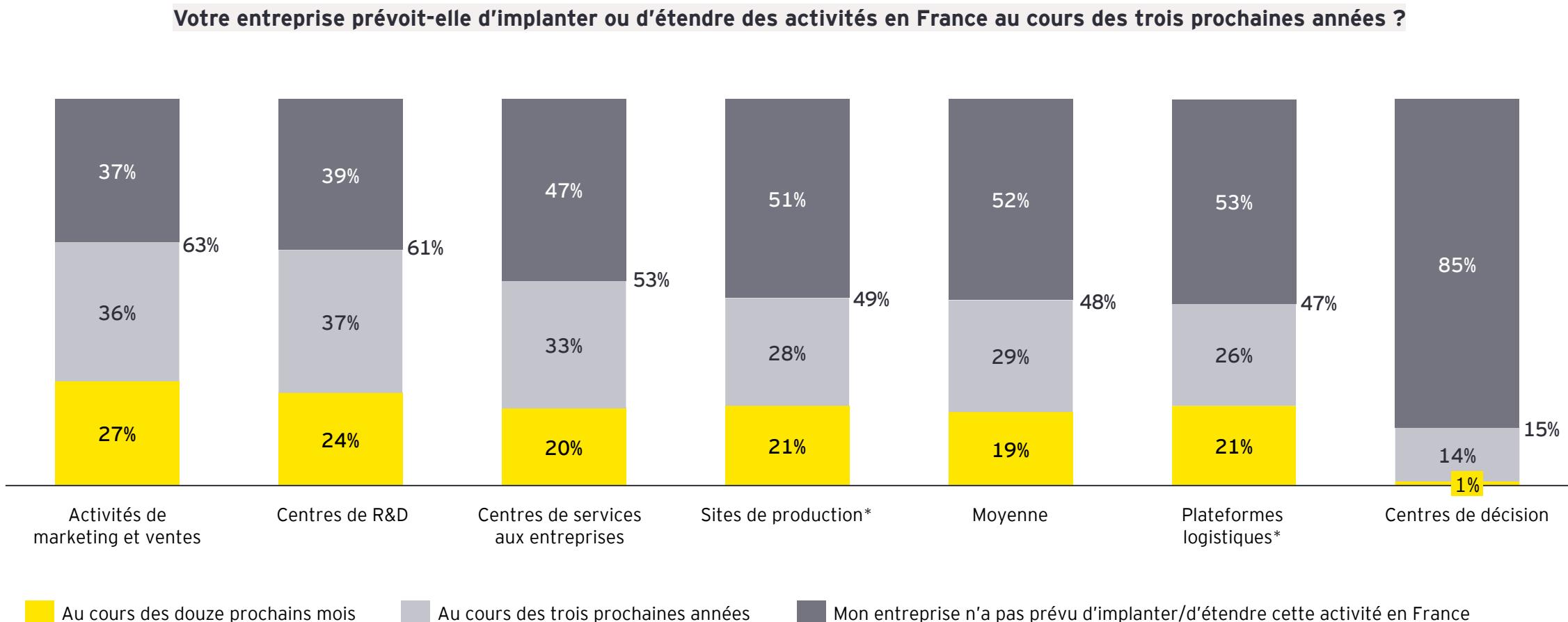
La situation actuelle pourrait peser en défaveur de la France dans la compétition qui l'oppose au Royaume-Uni, son principal concurrent en Europe pour les investissements dans la tech ou les sièges sociaux

En comparaison avec les pays européens suivants, comment percevez-vous l'évolution de l'attractivité de la France au cours des six derniers mois ?



Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)

Le climat actuel et les perspectives économiques et fiscales pourraient affecter la dynamique de réindustrialisation, l'implantation d'entrepôts et le retour des sièges sociaux



Au cours des douze prochains mois

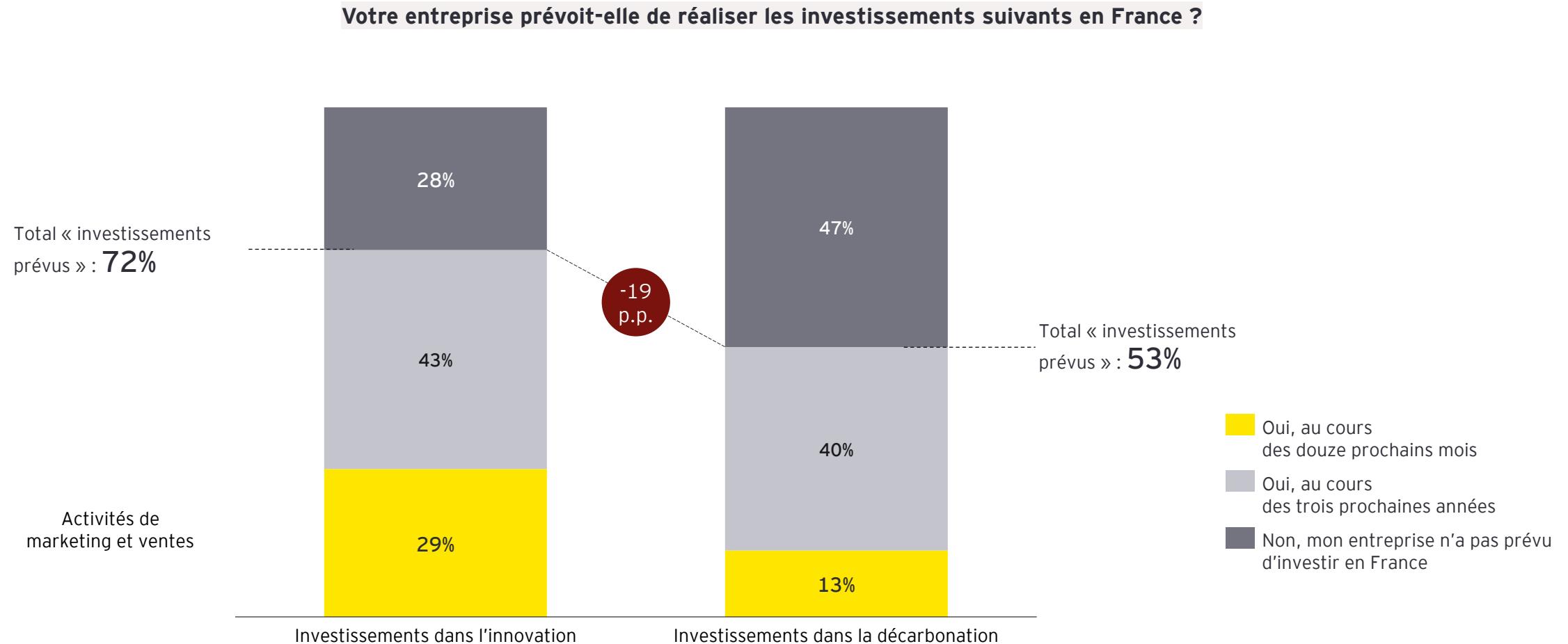
Au cours des trois prochaines années

Mon entreprise n'a pas prévu d'implanter/d'étendre cette activité en France

*S'agissant des sites de production et des plateformes logistiques, seules les réponses des entreprises industrielles ont été comptabilisées. 68 dirigeants internationaux ont été interrogés dans cette catégorie.

Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)

Les intentions d'investissement dans la décarbonation restent élevées, mais sont moins nettes que dans l'innovation, ce qui reflète le doute sur les moyens de la France



Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)



Sommaire

0 Synthèse

1 Méthode

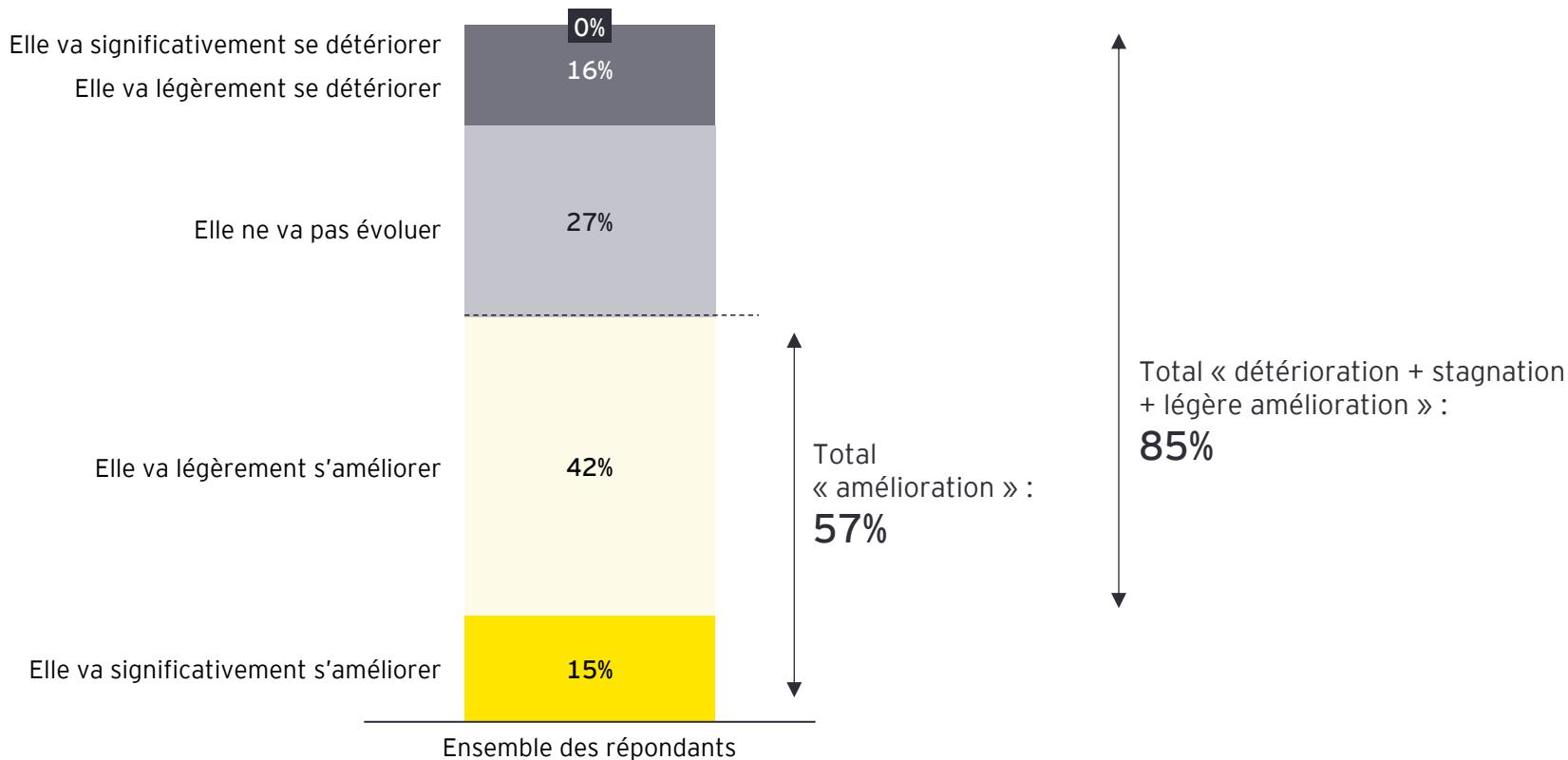
2 Impact de la situation actuelle
sur l'attractivité de la France en 2024

3 Perspectives d'investissement en 2025

4 **PRIORITÉS ET ATTENTES DES DIRIGEANTS À MOYEN TERME**

Après six mois d'incertitudes politiques, et en plein débat sur le futur cadre budgétaire et fiscal, 57% des dirigeants estiment que l'attractivité de la France pourrait néanmoins « s'améliorer » au cours des douze prochains mois

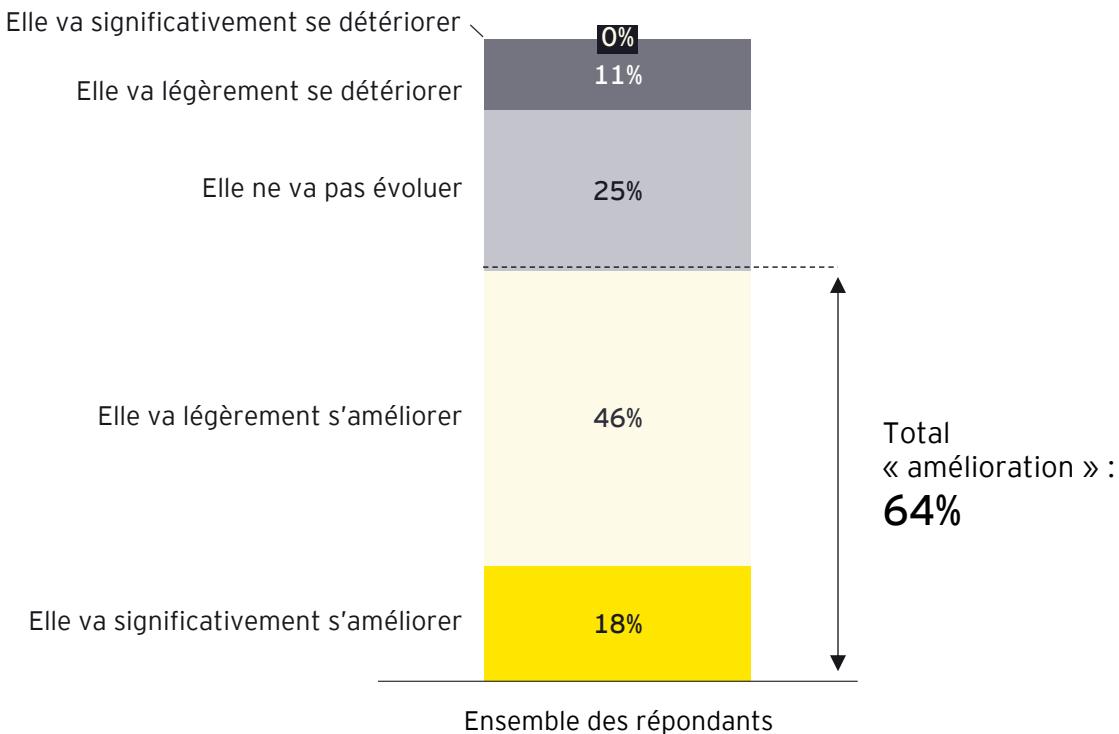
Comment pensez-vous que l'attractivité de la France va évoluer au cours des douze prochains mois ?



Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)

Dans un contexte où la réaction de l'Europe est très attendue afin de résister ensemble au protectionnisme américain et aux ambitions chinoises, les dirigeants portent un regard encourageant et vigilant sur l'attractivité du Vieux Continent

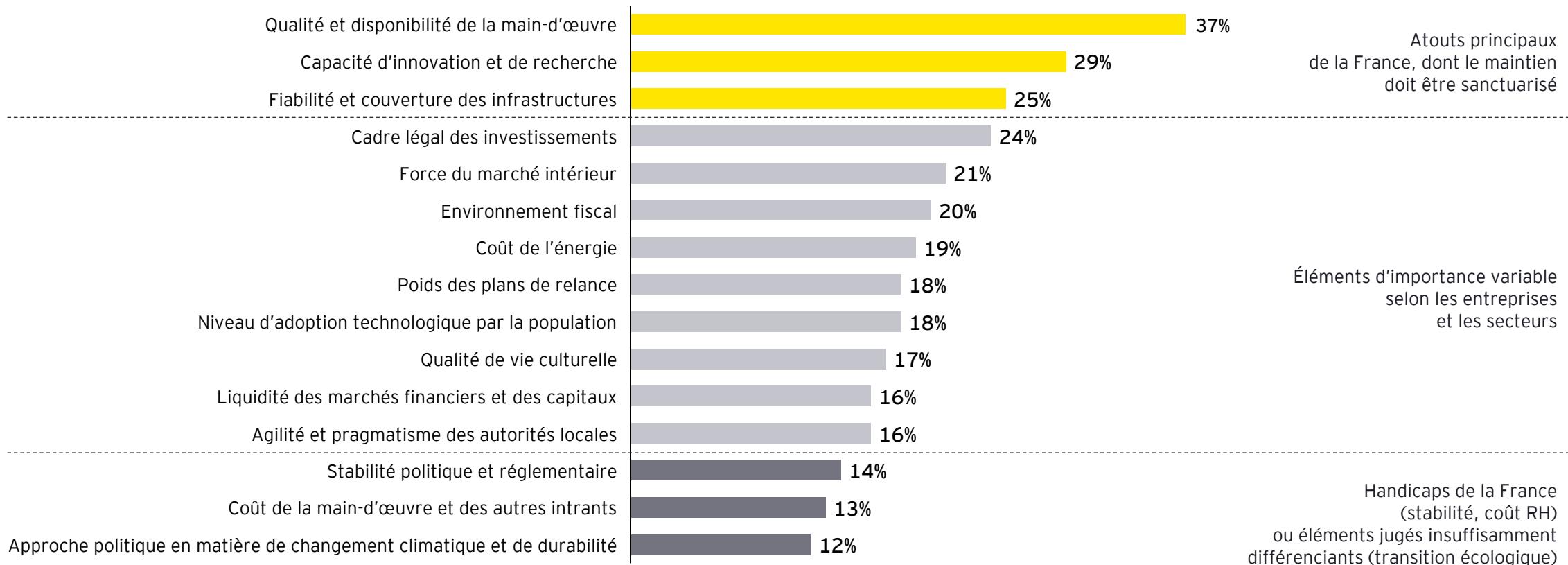
Selon vous, comment l'attractivité de l'Europe va-t-elle évoluer au cours des douze prochains mois ?



Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)

La France séduit pour ses compétences, son potentiel d'innovation, ses infrastructures et son cadre d'investissement, mais doit écouter les critiques sur sa stabilité politique, le coût de sa main-d'œuvre et son niveau d'ambition en matière de transition écologique

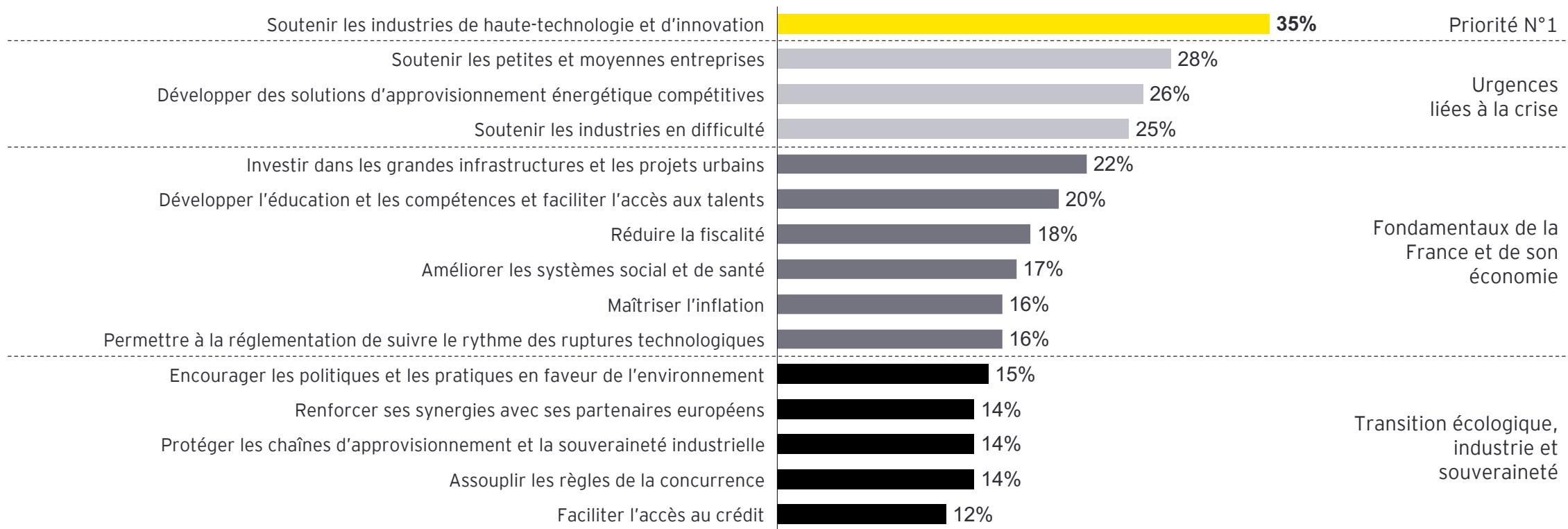
Parmi les propositions suivantes, lesquelles sont des atouts de la France par rapport aux autres pays ?



Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)

Innovation, énergie, soutien aux PME et à l'industrie... les dirigeants ont une idée claire des priorités à mettre en œuvre pour renforcer l'attractivité de la France

Selon vous, où la France devrait-elle concentrer ses efforts afin de maintenir sa position concurrentielle dans l'économie mondiale (15 premiers choix) ?



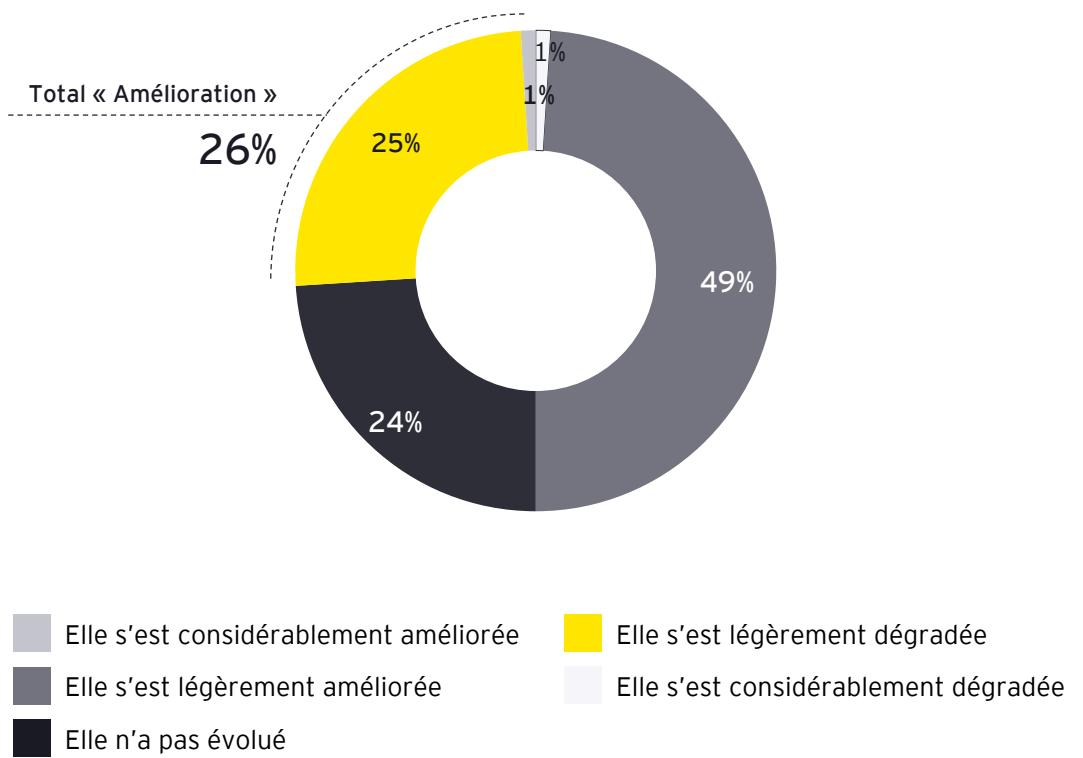
Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)



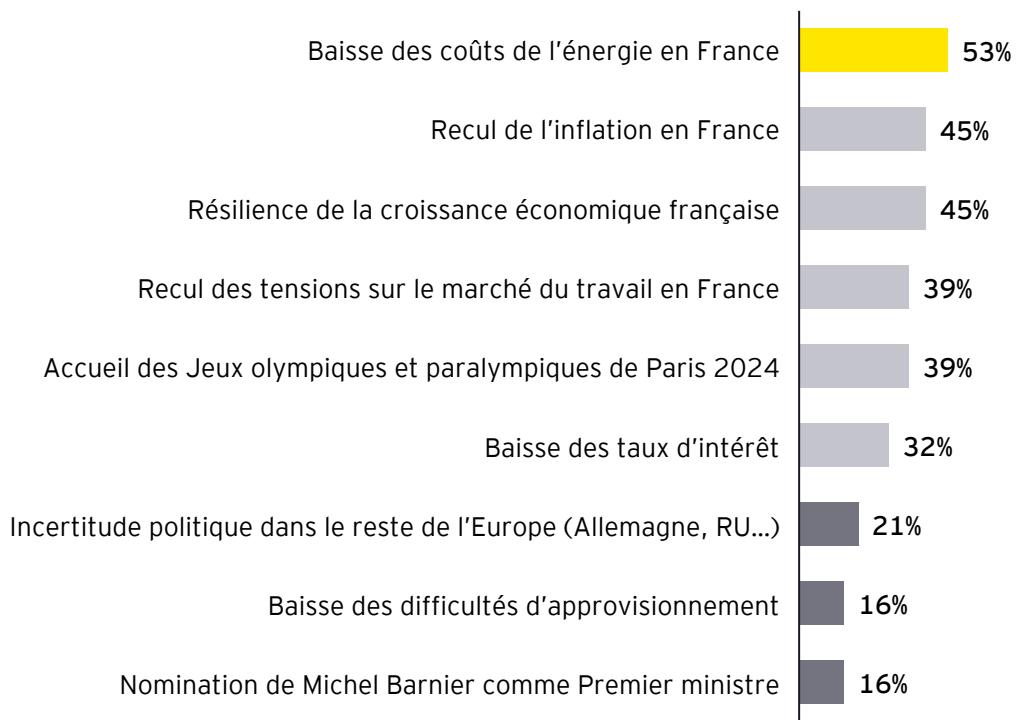
Annexes

Pour les 26% de dirigeants positifs, l'attractivité de la France est soutenue avant tout par l'amélioration relative de la situation énergétique et macro-économique

Selon vous, au cours des six derniers mois, comment l'attractivité de la France pour les investissements étrangers a-t-elle évolué ?



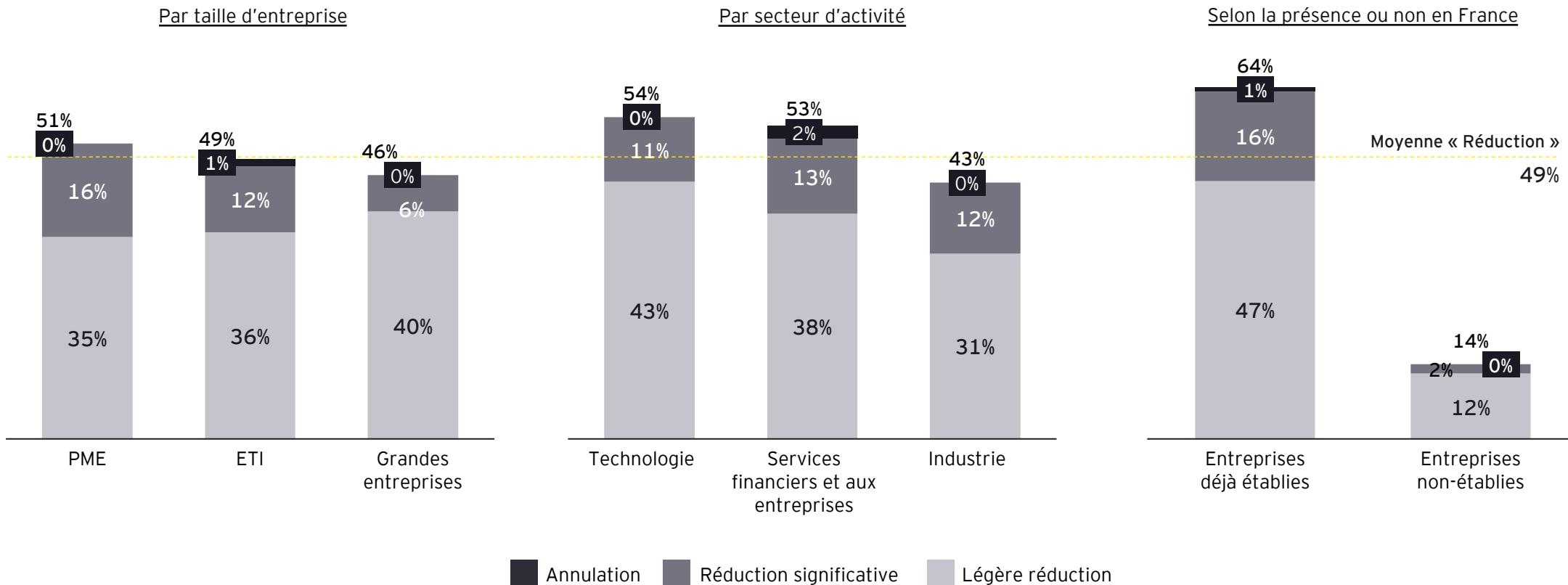
Selon vous, l'attractivité de la France s'est légèrement/significativement améliorée au cours des six derniers mois. Lesquelles des propositions ci-dessous expliquent le mieux votre choix ?



Source : enquête auprès de 38 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)

Les entreprises déjà établies dans l'Hexagone, celles des secteurs technologiques et tertiaires et les PME ont été plus enclines à réduire leurs plans d'investissement en France

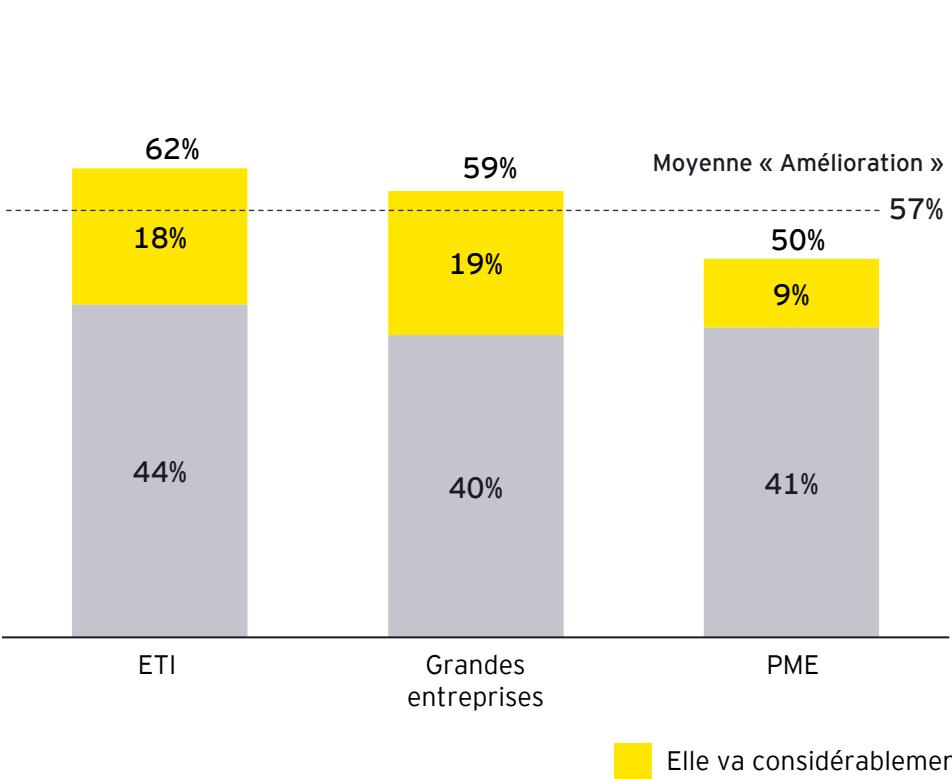
**La dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024 a-t-elle eu un impact sur vos plans d'investissement en France ?
Si oui, dans quelle mesure vos plans d'investissement ont-ils changé ?**



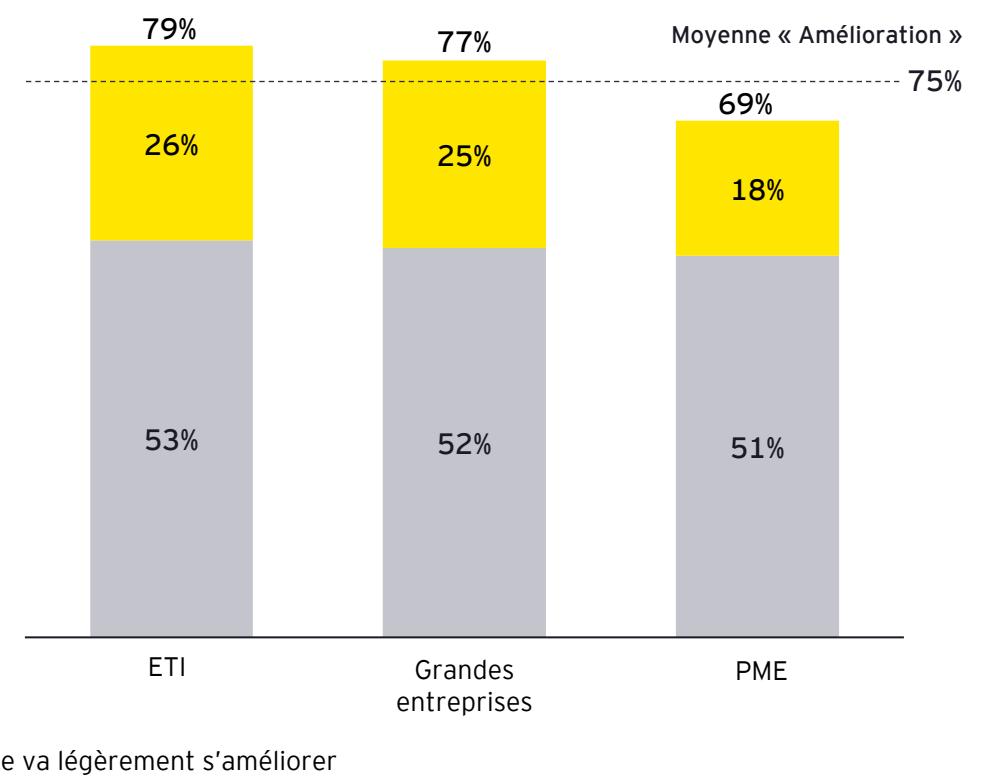
Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)

À court et moyen terme, les PME sont plus mitigées que leurs homologues sur les perspectives d'amélioration de l'attractivité de la France

Comment pensez-vous que l'attractivité de la France va évoluer au cours des douze prochains mois ?

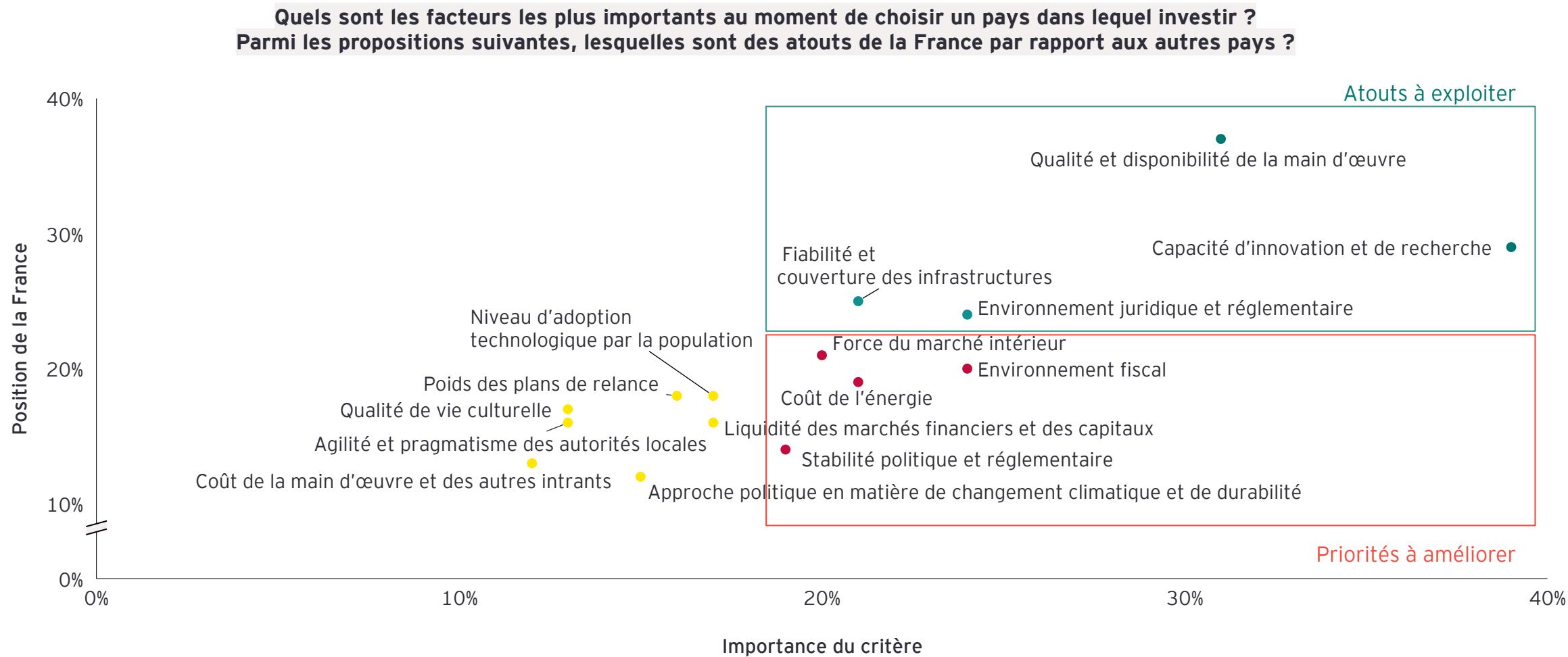


Comment pensez-vous que l'attractivité de la France va évoluer au cours des trois prochaines années ?



Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)

La France doit continuer à agir sur quelques priorités qui comptent dans les décisions d'investissement des entreprises internationales



Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (3-21 octobre 2024)

La raison d'être d'EY est de participer à la construction d'un monde plus équilibré, en créant de la valeur sur le long terme pour nos clients, nos collaborateurs et pour la société, et en renforçant la confiance dans les marchés financiers.

Expertes dans le traitement des données et des nouvelles technologies, les équipes EY, présentes dans plus de 150 pays, contribuent à créer les conditions de la confiance dans l'économie et répondent aux enjeux de croissance, de transformation et de gestion des activités de nos clients.

Fortes de compétences en audit, consulting, droit, stratégie, fiscalité et transactions, les équipes EY sont en mesure de décrypter les complexités du monde d'aujourd'hui, de poser les bonnes questions et d'y apporter des réponses pertinentes.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun représente une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Les informations sur la manière dont EY collecte et utilise les données personnelles, ainsi que sur les droits des personnes concernées au titre de la législation en matière de protection des données sont disponibles sur ey.com/privacy. Les cabinets membres d'EY ne pratiquent pas d'activité juridique lorsque les lois locales l'interdisent. Pour plus d'informations sur notre organisation, veuillez vous rendre sur notre site ey.com.

© 2024 Ernst & Young Advisory.
Tous droits réservés.

Studio BMC France - 2403BMC049-22.
SCORE N°2024-059
ED None.

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale, juridique ou autre. Pour toute question spécifique, veuillez vous adresser à vos conseillers.

ey.com/fr



Contact

Marc Lhermitte
Associé - Ernst & Young Advisory
marc.lhermitte@fr.ey.com